Circulaire n°79-219 du 16 Juillet 1979- Décret n°92-153 du 19/02/92
B.O n°12 du 19/03/92 - Note de service n°92-329 du 9 novembre 1992
Décret n°95-663 du 9/05/1995 - Circulaire n°17-70 du 26-3-1970
Note de service n°93-179 du 24-3-1993

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Lycée Professionnel de Trinité en date du 22 novembre 2008 approuvant la Convention type.
Vu la délibération du conseil d'Administration du Lycée Professionnel de Trinité en date Du 22 novembre 2008 autorisant le Chef d'établissement à conclure au nom de l'Etablissement toute Convention conforme à la Convention-type
Vu le code du travail, notamment ses articles D.4153-41 à D. 4153-44 et D. 4153-46,
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 331-1 à 15, L 333-5, D. 337-1 à 4, et R. 421-8 à 36.

CONVENTION ECOLE/ENTREPRISE

Désignation de l'élève :

Nom – Prénom :

Diplôme préparé et Classe :

Discipline:

Adresse personnelle :

N° élève: 0696

Adresse Electronique élève:

N° parent(s): 0696/...../...../..... / 0596/...../...../.....

..

Adresse Electronique Parent (s):

Désignation de l'entreprise :

Nom :

Adresse du siège social :

Domaine d'activités de l'entreprise :

N° téléphone : / N° Fax :

Adresse Electronique entreprise:

Nom du responsable :

Nom du Tuteur:

N° Tuteur:

Et le Lycée Professionnel la Trinité,
Cité scolaire Frantz Fanon, Beauséjour, 97220 Trinité.
N° téléphone : 0596 65 74 64 / N° Fax : 0596 58 37 51
Courriel ; ce.9720430k@ac-martinique.fr
Représenté par la Proviseure : Madame Chantal REYAL
Il a été convenu ce qui suit :

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES.

ARTICLE PREMIER :

La présente convention a pour objet la mise en œuvre au bénéfice de l'élève ci-dessus désigné du Lycée Professionnel de Trinité :
d'une période de formation obligatoire, organisée conformément à la circulaire n° 79-219 du 16 juillet 1979 et au décret n°92-153 du 19 février 1992, relatifs au règlement général des périodes de formation en milieu professionnel.

ARTICLE II :

Les objectifs et les modalités de cette période de Formation sont consignés dans l'annexe pédagogique

- Durée, calendrier, contenu, objectifs des différentes séquences.
- Conditions d'intervention des professeurs.
- Modalités de suivi et d'évaluation.
- Définition des activités réalisées par l'élève.

ARTICLE III :

Les stagiaires demeurent durant ces périodes de formation sous statut scolaire et restent sous la responsabilité du Proviseur du L.P. de Trinité. Ils ne peuvent prétendre à aucune rémunération de l'entreprise. Une gratification peut leur être versée si son montant ne dépasse pas 30 % du SMIC, avantages en nature compris. Ils sont soumis aux règles générales en vigueur dans l'entreprise, notamment en matière de sécurité, d'horaire et de discipline.

ARTICLE IV :

La durée de travail des élèves mineurs ne peut excéder : Trente cinq heures par semaine, ni huit heures par jour, (loi sur l'Aménagement de la Réduction du Temps de Travail). Les horaires journaliers des élèves mineurs ne peuvent prévoir la présence des élèves sur leur lieu de stage avant six heures du matin et après vingt-deux heures le soir. Pour les élèves de moins de seize ans, le Travail de nuit est interdit entre vingt heures et six heures. Cette disposition ne souffre aucune dérogation.

ARTICLE V :

Les élèves sont associés aux activités de l'Entreprise concourant directement à l'action pédagogique. Mais en aucun cas, leur participation à ces activités ne doit porter préjudice à la situation de l'emploi dans l'entreprise. Ils sont tenus au respect du secret professionnel. En application des dispositions de l'article L412-820 et de l'article D412-6 du code de la Sécurité Sociale, les stagiaires bénéficient de la législation sur les accidents du travail. En cas d'accident survenant à l'élève stagiaire, soit au cours du travail soit au cours du trajet, le Chef d'Entreprise s'engage à faire parvenir toutes les déclarations dans les 24 heures au Proviseur du L.P. A cet effet il doit utiliser les imprimés spéciaux qui seront mis à sa disposition par le Proviseur, à charge pour ce dernier d'effectuer les formalités prévues.

ARTICLE VI :

Le Chef d'Entreprise prend les dispositions nécessaires pour garantir sa Responsabilité civile chaque fois qu'elle sera engagée. Le proviseur du L.P. contracte une assurance couvrant la Responsabilité civile des élèves pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la durée ou à l'occasion de leur stage dans l'entreprise.

ARTICLE VII :

Le Proviseur du L.P. et le Représentant de l'Entreprise se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient naître de l'application de la présente Convention et prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions propres à les résoudre, notamment en cas de manquement à la discipline.

ARTICLE VIII :

La présente convention est signée pour la durée d'une période de Formation en entreprise ou en Milieu professionnel. La présente convention est valable pour la période du Au

TITRE II - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les dispositions particulières figurant dans ce titre sont déterminées par les contractants. Elles concernent notamment :
a) Les éventuels aménagements aux règles générales en vigueur dans l'entreprise.
b) Les modalités d'accès des élèves stagiaires au restaurant, au foyer, et aux diverses installations de caractère social, culturel ou sportif de l'entreprise.
En aucun cas, elles ne sauraient déroger aux dispositions du titre 1 ni à celle du circulaire n° 79-219 et du décret n° 92-153 susvisés.

FAIT À TRINITÉ, LE/...../.....

LA PROVISEURE

LE CHEF D'ENTREPRISE

LE PROFESSEUR
RÉFÉRENT

LE PARENT OU
LE STAGIAIRE
MAJEUR